

Le divorce politique et électoral entre France nationale et France locale



Pascal Perrineau

Professeur des universités associé au CEVIPOF

pascal.perrineau@sciencespo.fr

Under the Fifth Republic, local elections have undergone a process of nationalization, with national issues and major national parties permeating all 36,000 municipalities in France. While national France has experienced profound changes in recent decades (the rise of extremist parties, the consolidation of a Macronist central bloc), local France has remained largely untouched by these shifts. To such an extent that today the political and electoral divide between the national and local levels is profound. The heirs of the old bipolarity (the Socialist Party on the left and the Republicans on the right) remain the dominant forces in local France, while national France is experiencing major political fragmentation, where the National Rally, La France Insoumise, and what remains of Macronism are flourishing. The municipal elections of March 2026 will be a decisive moment, either for a reconciliation of the two Frances or for a further drift between local and national boundaries, reflecting the numerous fractures affecting French political life.

L'offre politique locale et l'offre politique nationale ont longtemps été différentes. Au début de la V^e République, le gaullisme national mit du temps à pénétrer la France des villes et des bourgs tout comme la gauche nationale qui, à partir du début des années soixante, se dirigeant vers une union de la gauche, se heurta à la résistance du « social-centrisme ». Aux municipales de mars 1959, juste après le raz de marée gaulliste des législatives de novembre 1958, le parti gaulliste de l'UNR échoue dans son contrôle des grandes villes et, sauf Bordeaux tenue par Jacques Chaban Delmas, ce sont le MRP, les radicaux et les indépendants, mieux implantés localement, qui maintiennent leurs positions. Aux municipales de mars 1965, dans la plupart des grandes villes, les candidats socialistes dirigent encore des équipes municipales socialo-centristes (avec le MRP, le CNIP, les radicaux). C'est le cas à Avignon avec Henri Duffault, à Lille avec Augustin Laurent, à Marseille avec Gaston Defferre, à Roubaix avec Victor Provost ou encore à Toulouse avec Louis Bazerque.

La nationalisation des élections municipales

Il faudra attendre le cœur des années 1970 (municipales de 1977) pour que la nationalisation des élections locales fasse son œuvre et que les systèmes de candidatures comme les comportements des électeurs s'alignent largement sur un modèle national¹. Les listes d'union de la gauche s'imposent souvent face à des coalitions de droite qui unissent le RPR à ses alliés centristes et à la droite non gaulliste. Cependant, à Marseille, Gaston Defferre attendra les municipales de 1983 pour mettre en place une union de la gauche.

[1] Albert Mabilleau, dir., *À la recherche du local*, L'Harmattan, 1993.

En dépit du maintien de ces exceptions locales, les élections municipales rentrent dans une logique nationale où elles peuvent être un premier pas vers une conquête du pouvoir national. À cet égard, les élections municipales de 1977 annonceront la victoire de la gauche à l'élection présidentielle et aux élections législatives de 1981. A contrario, celles de 1983, remportées massivement par des équipes municipales RPR et UDF, annonceront le retour de la droite au pouvoir lors des législatives de 1986.

Perturbations dans la nationalisation du « local »

Cette nationalisation des élections municipales va peu à peu se dérégler dans les trois dernières décennies. Aujourd'hui, à deux semaines des élections municipales des 15 et 22 mars 2026, 58 % des personnes interrogées disent que « leur choix de vote aux prochaines élections municipales se fera en fonction d'enjeux locaux », 35 % « d'enjeux locaux et nationaux », 7 % seulement « d'enjeux nationaux »². L'apparition sur la scène politique du Front national dans les années 1980 et son désintérêt pour les affaires locales ont beaucoup contribué à dérégler l'alignement entre la France nationale et la France locale. La montée très régulière du Front national va beaucoup contribuer à accentuer ce déséquilibre. La naissance d'une « gauche de la gauche » significative (11,1 % pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour de l'élection présidentielle de 2012) et sa constante progression ultérieure (19,6 % en 2017, 22 % en 2022) ont ajouté à la dysharmonie entre le niveau national et le niveau local dans la mesure où cette « gauche de la gauche » n'a jamais réussi à s'implanter localement et à convaincre les électeurs de gauche de ses vertus gestionnaires. À partir de 2017, une troisième disruption politique a encore accentué le découplage. Le succès électoral d'Emmanuel Macron porteur d'un centrisme « et de gauche et de droite » s'est attaqué aux forces de gouvernement de la bipolarité traditionnelle de la V^e République (PS et UMP devenu LR) et les a fortement entamées. Tout à sa volonté de réduire l'influence de ces partis traditionnels et de mettre à distance les élus locaux, le nouveau Président a négligé, lui aussi, l'implantation locale de son mouvement au point aujourd'hui qu'aucune grande ville n'est dirigée par une équipe de la majorité présidentielle.

Le fossé entre France locale et France nationale

Ces trois mouvements de recomposition de la vie politique nationale ont peu à peu creusé un fossé impressionnant entre France nationale et France locale. Le tableau 1, ci-dessous, en rend compte en comparant sur des séquences électorales relativement brèves (2020-2022 ; 2020-2024) les performances obtenues par chacune des grandes familles politiques au plan national (présidentielle de 2022, législatives de 2024) et au plan local (municipales de 2020).

[2] Sondage Elabe pour BFM TV, *Les Français et les élections municipales de 2026*, 25 février 2026.

Tableau 1 - Le divorce politique entre France nationale et France locale*

	Extrême gauche	Gauche de gouvernement	Centre	Droite de gouvernement	Extrême droite	Divers
Prés. 2022 1 ^{er} tour	22,9 %	8,7 %	27,9 %	4,8 %	32,3 %	3,1 %
Lég. 2024 1 ^{er} tour	Pas de distinction	30,9%	22 %	10,7 %	34,5 %	1,9 %
Mun. 2020 1 ^{er} tour (communes de 1000h et +)	0,9 %	25,4 %	11,8 %	25 %	2,5 %	34,5 %
Différence 2022-2020	+ 22	- 16,7	+ 16,1	- 20,2	+ 29,8	- 31,4
Différence 2024-2020	-	-	+ 10,2	- 14,3	+ 32	- 32,6

Source : Ministère de l'Intérieur / Données personnelles

*Extrême droite : RN et autres forces alliées ou proches ; Droite de gouvernement : LR, UDI, divers droite ; Centre : Renaissance, Horizons, Modem, divers centre ; Gauche de gouvernement : PS, PC, Verts, divers gauche ; Extrême gauche : LFI, NPA, LO ; Divers : inclassables, sans étiquette.

Lecture du tableau : La différence entre le niveau national de l'extrême gauche (Présidentielle de 2022 1^{er} tour) et son niveau local (Municipales 2020 1^{er} tour) est de 22 points.

On constate la très forte surreprésentation nationale des deux partis se situant aux extrêmes de l'échiquier politique (RN et LFI) qui restent tout à fait marginaux au plan municipal. Leur surreprésentation nationale oscille entre 22 et 32 points. À un moindre degré, il en est de même pour les forces de la majorité présidentielle (10 à 16 points de surreprésentation). Ces distorsions confirment au plan national la réalité d'une « tripartition » entre le RN, un bloc central macronien et LFI. En revanche, cet espace tripolaire disparaît totalement au plan local pour au profit de l'étonnante résilience de la bipolarisation d'antan (PS/LR).

Les deux forces du bipolarisme d'antan connaissent avec leurs alliés une surreprésentation locale de 16 à 20 points et restent les partis dominants du pouvoir municipal dans les principales villes françaises.

À la lecture du tableau 2, on s'aperçoit que les forces de la disruption (RN, LREM, LFI) ne contrôlent même pas 5 % des 263 villes de plus de 30 000 habitants alors que le duopole LR-PS en dirige 48 % à lui tout seul et beaucoup plus si on lui adjoint les alliés écologistes, communistes, UDI et divers gauche ou divers droite : 94 % des villes françaises les plus importantes sont entre leurs mains.

Tableau 2 - Les tendances politiques des maires des 263 communes de plus de 30 000 habitants à l'issue du second tour des municipales de 2020*

Tendance politique du maire	Nombre
PC	16
EELV, Ecolo.	12
PS	43
Divers gauche	23
LREM, Modem, divers centre	9
UDI	12
LR et apparentés	89
Divers droite	52
RN	3
Divers	4

Source : Ministère de l'Intérieur / Public Sénat

Une droite classique, marginalisée au plan national, dirige aujourd'hui 58 % des villes françaises. La gauche de gouvernement préside aux destinées de 38 % d'entre elles alors que la dernière élection présidentielle avait pu donner l'impression qu'elle était rayée de la carte.

Pourquoi un tel divorce ?

Certes, le poids des petites communes, où il n'y a souvent qu'une seule liste, ne permet pas à des listes très « politisées » de pénétrer la scène politique locale³. Cependant, cet étonnant divorce entre deux France est l'un des symptômes de la profonde crise politique que traverse le pays. Les élections nationales ont été saisies par un vent de « politisation négative » où la fibre protestataire semble l'emporter irrésistiblement⁴. Cette dernière est en revanche quasi-absente ou beaucoup plus discrète au plan local que celui-ci soit régional, départemental ou municipal. Comme si les électeurs face aux défis de la gestion de leurs collectivités locales d'appartenance faisaient preuve de retenue et se refusaient à faire confiance à des forces politiques dont ils doutent des capacités gestionnaires. La protestation s'exprime dans une démocratie lointaine (présidentielle, législative) alors que la modération l'emporte davantage dans la démocratie de proximité. Les mêmes électeurs se divisent parfois entre ces deux scènes politiques et n'y adoptent pas les mêmes attitudes politiques.

[3] Pierre-Henri Bono précise qu'en 2020 il n'y avait que 1,1 candidat par siège à pourvoir pour les communes de moins de 100 habitants et qu'on passait à 1,3/1,4 pour les communes de 900 à 1000 habitants. Page 7 in « Panorama statistique des élections municipales », *Note de recherche du CEVIPOF*, Collection Municipales 2026, n°1, mars 2026, 24p. https://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr.cevipof/files/MUNICIPALES_PH_Panorama_mars26.pdf

[4] Jean-Louis Missika, « Les faux-semblants de la dépolitisation », *Le Débat*, 1992/1, n°68.

À la fin du XIX^e siècle, le journaliste et homme politique, Charles Benoist, parlait d'un « pays légal » et d'un « pays réel »⁵. Le premier serait celui des gouvernants et des représentants hors-sol et le second celui du peuple majoritaire et laborieux. Où est aujourd'hui le « pays réel » ? Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon répondraient : « dans les scrutins nationaux ! ». Bruno Retailleau et Olivier Faure ont certainement un autre regard et doivent espérer que le « pays réel » des élections locales remonte par capillarité vers le « pays légal » national alors que les leaders extrémistes attendent que la nuée nationale protestataire s'abatte sur les 34 875 communes de France.

Ce divorce qui atteste de l'altérité profonde existant entre le centre national et les périphéries locales a aussi quelque chose à voir avec une rupture des temps politiques : un temps national à rythme plus rapide, ignorant parfois le legs du passé et un temps local plus lent et respectueux des héritages. L'expérience majeure de la modernité, nous dit le philosophe allemand Harmut Rosa, est celle de l'accélération du temps social et du temps politique⁶. Cette accélération et ses effets pervers (stress, manque de temps, perte de sens, impuissance, détemporalisation de l'histoire et de la vie...) est beaucoup plus sensible au plan national qu'au plan local. Les forces de la disruption nationale se nourrissent de ces effets pervers alors qu'au plan local leur rôle de porte-voix de ses inquiétudes ne rencontre pas le même écho. Les forces de la protestation ou de l'inquiétude nationale ont d'ailleurs toujours rencontré, du moins dans un premier temps, des difficultés à s'adresser à la réalité locale. Seul le socialisme municipal qui se construit à la fin du XIX^e siècle à partir d'une convergence entre les traditions communales et une conception locale du socialisme a pu échapper à ce destin et constituera un courant significatif de la SFIO dès 1905. Quant au communisme municipal, il mettra du temps à exister dans un parti qui, lors de sa naissance en 1920, n'en faisait pas une priorité. Cela est encore plus évident lorsqu'on se penche sur les courants de l'extrême droite où la question locale reste très périphérique. Il en sera de même du macronisme où le changement, tel que le conçoit son inventeur, doit venir d'en haut par-dessus la tête d'un monde local identifié hâtivement à un vieux monde désuet.

[5] Charles Benoist, *De l'organisation du suffrage universel : la crise de l'État moderne*, Firmin-Didot, 1895.

[6] Harmut Rosa, *Accélération, Une critique sociale du temps*, La Découverte, 2013.

Les élections municipales de mars 2026 marqueront-elles ou non la pérennité du clivage entre les deux France ? Ces élections seront-elles un accélérateur ou un frein aux disruptions nationales qui, depuis plus de dix ans, font florès ? Ou bien encore, l'opposition introduite au sein de la culture politique française entre les deux scènes nationale et locale va-t-elle perdurer sous forme d'un clivage rappelant le « clivage du moi » dont parlait le père fondateur de la psychanalyse, Sigmund Freud, entre deux instances, l'une qui correspond à la réalité extérieure à satisfaire, l'autre à une exigence pulsionnelle moins contrôlée ? La France locale semble se situer du premier côté, celui de la confrontation au réel, la France nationale, elle, semble, pour l'instant, être plus séduite par l'empire des pulsions et particulièrement celle de la colère qui est devenue une puissante ressource politique⁷.

[7] Cf. sur ce point, Eva Illouz, *Explosive modernité. Malaise dans la vie intérieure*, Gallimard, 2025 (particulièrement le chapitre « La colère, énigme de l'âme », p. 171-220).

Direction de publication : Anne Muxel
Édition : Florent Parmentier
Révision éditoriale et mise en forme : Marilyn Augé
Infographie : Flora Chanvril
Communication et contact presse : Katia Jouffre Lafargue

Pour citer la note :
PERRINEAU (Pascal), « Le divorce politique et électoral entre France nationale et France locale », *Note de recherche du CEVIPOF, Collection Municipales 2026*, n°2, mars 2026, 6 p.
© CEVIPOF, 2026 Pascal Perrineau